

NIMES UNIVERSITE CONSEIL D'ADMINISTRATION SÉANCE DU 20 MAI 2025

DÉLIBÉRATION N°2025-31

Vu le Code de l'Éducation :

Vu l'acte notarié en date du 28 septembre 2021 relatif à la vente d'immeuble par la société L'Altis à l'association dénommée fondation partenariale institut méditerranéen des métiers de la longévité (i2ml) ;

Vu le décret n° 2024-842 du 16 juillet 2024 portant création de Nîmes Université et approbation de ses statuts ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la fondation l2ML du 24 mai 2024 relatif à la dissolution de la fondation l2ML;

Vu la publication au journal officiel de la république Française en date du 21 janvier 2025 relative à la dissolution de la fondation I2ML;

Membres du conseil en exercice ayant voix délibérative :	31
Membres présents ayant voix délibérative ou v consultative :	oix 26
Membres présents ayant voix délibérative : Dont Membres représentés ayant voix	20
délibérative :	3
Quorum :	16

Le conseil d'administration de l'EPE Nîmes Université a pris la délibération suivante à l'unanimité :

Le transfert de propriété de l'ensemble immobilier de la fondation I2ML à Nîmes Université situé à NIMES (30000, GARD), 165 Rue Philippe Maupas, **ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTE dite ZAC du PARC GEORGES BESSE II** et dont les données cadastrales sont référencées ci-dessous est approuvé.

Préfixe	Section	N°	Lieudit	Surface
	HK	242	165 rue Philippe	00 ha 38 a 75 ca
			Maupas	
	HK	244	165 rue Philippe	00 ha 18 a 74 ca
			Maupas	

Total surface: 00 ha 57 a 49 ca

Fait à Nîmes le 20 mai 2025

Le président de Nîmes Université

Benoît ROIG

Classée sous la référence : 2025-31 En application de présente délibéra

Publiée sur le site de Nîmes Université le : 23/05/2025

Transmis au recteur le : 23/05/2025

Affichée sur le site Vauban de l'université durant 2 mois

Modalités de recours contre la présente délibération : En application des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès du président de l'université de Nîmes et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes.